

Service prévention des risques industriels, climat, air, énergie
5 place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 06/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STORENGY France

Immeuble Djinn
12 rue Raoul Nordling
92270 Bois-Colombes

Références : PRICAE-P4S-25-155
Code AIOT : 0006102089

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2025 dans l'établissement STORENGY France implanté Stockage d'ETREZ 888 route des Loyons - Baisse de la Vallée 01340 Bresse Vallons. L'inspection a été annoncée le 12/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STORENGY France
- Stockage d'ETREZ 888 route des Loyons - Baisse de la Vallée 01340 Bresse Vallons
- Code AIOT : 0006102089
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'installation est un site de stockage souterrain de gaz naturel sur la commune de Bresse Vallons, exploitée par la société Storengy France. Elle est classée Seveso seuil haut pour la quantité de gaz présente sur le site.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Prélèvements envtx
- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
3	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Détection et réparation des fuites	Règlement européen du 13/06/2024, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Déclaration des événements d'éventage et de torchage	Règlement européen du 13/06/2024, article 16	Demande d'action corrective	5 mois
11	EMEG - Protection du milieu	Arrêté Préfectoral du 16/07/2025, article 2.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet
5	Surveillance et établissement de rapports	Règlement européen du 13/06/2024, article 12	Sans objet
6	Obligation générale d'atténuation	Règlement européen du 13/06/2024, article 13	Sans objet
9	Exigences applicables à	Règlement européen du 13/06/2024, article 17	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	l'efficacité du torchage		
10	EMEG - Etat des lieux avant travaux	Arrêté Préfectoral du 16/07/2025, article 2.1.3	Sans objet
12	Franchissement du bief de l'enfer	Arrêté Préfectoral du 16/07/2025, article 2.3.4	Sans objet
13	EMEG - Plan d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 16/07/2025, article 2.7.3	Sans objet
14	EMEG - Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 16/07/2025, article 2.7.4	Sans objet
15	EMEG - Bruit	Arrêté Préfectoral du 16/07/2025, article 3.2.1	Sans objet
16	EMEG - Bruit	Arrêté Préfectoral du 16/07/2025, article 3.2.2	Sans objet
17	EMEG - Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 16/07/2025, article 3.3.1	Sans objet
18	EMEG - Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 16/07/2025, article 3.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a principalement porté sur le contrôle de l'application des exigences relatives à l'anticipation des situations accidentelles (plan d'action post-Lubrizol), des exigences récemment introduites par le règlement méthane et des prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire de juillet 2025 autorisant la réalisation des travaux et la mise en service des cavités EZ21 et EZ22.

L'inspection a également été l'occasion de faire le point sur plusieurs sujets d'actualité : nouveaux interlocuteurs côté Storengy et DREAL, préparation de l'opération gas booster prévue la semaine du 15 septembre 2025, calendrier des travaux du projet EACO (nouvel électrocompresseur), tests en cours pour caractériser la fuite observée sur le puits EZ20, finalisation des essais dans le cadre du projet Hypster (expérimentation stockage d'hydrogène) et suites prévues, renforcement de la sécurité du site en situation « urgence attentat ».

En ce qui concerne la préparation aux situations accidentelles, l'exploitant a correctement intégré les nouvelles exigences « Post-Lubrizol » relatives aux premiers prélèvements environnementaux et à l'identification des produits de décomposition. L'organisation avec le prestataire retenu pour la gestion des prélèvements en cas d'événement pourra être testée lors d'un prochain exercice de mise en situation d'urgence.

Sur le sujet du règlement méthane, l'exploitant a une bonne connaissance des nouvelles obligations applicables. Dans le cadre de sa participation depuis 2020 à l'OGMP 2.0 (Oil & Gas Methane

Partnership), Storengy a anticipé l'entrée en vigueur du règlement méthane. Il doit mettre en œuvre l'organisation logistique et humaine pour respecter les exigences issues de ce texte, notamment en ce qui concerne la réparation des fuites identifiées lors des enquêtes dédiées (enquêtes LDAR).

Concernant les travaux réalisés dans le cadre du projet EMEG visant à la mise en service d'ici mi-2027 de deux nouvelles cavités de stockage de gaz naturel (EZ21 et EZ22), l'exploitant est en conformité par rapport aux prescriptions contrôlées, fixées par l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Prescription contrôlée : « Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.
Constats : L'exploitant a transmis le 23/06/2025 une version mise à jour de son POI (plan d'opération interne) contenant une nouvelle section relative aux premiers prélèvements environnementaux. Ce POI comporte en annexe 4 la liste des substances à rechercher dans l'air en cas d'incendie impliquant les substances inflammables présentes sur site, à savoir le gaz naturel, le méthanol et le TEG (triéthylène glycol). En annexe 6 du document figure une liste plus complète de substances à rechercher dans l'air ambiant, sans que l'écart entre les deux versions soit expliqué. Dans la suite de l'annexe 6 figure une liste de paramètres à analyser dans les dépôts (lingettes), les sols, les végétaux et les eaux. Aucune explication littérale ne figure quant aux choix des substances à rechercher ni sur les matrices à investiguer. Interrogé sur le sujet, l'exploitant explique, concernant les deux listes distinctes de substances à chercher dans l'air ambiant (respectivement en annexe 4 et 6), que la première liste (courte) est celle proposée spécifiquement pour le site d'Etrez, tandis que la liste plus longue de l'annexe 6 est une liste générique pour tous les sites Storengy. En ce qui concerne les matrices à investiguer, l'exploitant explique qu'en cas d'événement, le bureau d'études avec lequel il a contractualisé, Bureau Veritas, viendra mettre en place des

<p>préleveurs d'air ambiant en des points préalablement définis sur la base de la méthodologie proposée par le guide INERIS « stratégie de prélèvements ». Des prélèvements seront ensuite faits dans les autres matrices uniquement si la demande en est faite par l'exploitant ou l'administration, en fonction des caractéristiques de l'événement.</p> <p>Le contrat de base intègre l'astreinte Bureau Veritas 24h/24 avec l'organisation humaine et logistique associée et la réalisation des premiers prélèvements dans l'air selon le protocole d'intervention préalablement défini. Les autres prélèvements et analyses font l'objet d'une facturation spécifique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre une version révisée de son POI avec un chapitre « Plan de prélèvements environnementaux » dans laquelle la stratégie de recherche de substances dans l'environnement suite à un événement accidentel sera expliquée de manière littéraire et précise. Le séquençage des recherches dans l'air puis dans les autres milieux doit être justifié. L'intérêt du tableau générique en annexe 6 pourra être ré-évalué. Par exemple, l'analyse du THT (TetraHydroThiophène, odorisant pour le gaz naturel) figure dans ce tableau alors que le site d'Etrez ne comporte pas d'atelier d'odorisation de gaz.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Stratégie de prélèvement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'annexe 6 du POI présente les méthodes proposées pour les prélèvements dans les différentes matrices (air : ambiant et dépôt, sol, végétaux, eaux), en fonction des substances considérées. Ces équipements sont mis à disposition par Bureau Veritas, avec lequel Storengy a contractualisé.</p> <p>Après l'inspection, l'exploitant a transmis une copie du contrat signé avec Bureau Veritas (daté du 05/09/2024) et présenté le jour de la visite, qui contient des sections relatives à la mise à disposition de matériels pour la réalisation des prélèvements.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Personnels compétents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Storengy délègue la réalisation des prélèvements au personnel Bureau Veritas (BV). Le contrat présenté le jour de l'inspection mentionne la mise à disposition de deux intervenants, dans un délai de 4 à 6 heures après le premier appel de Storengy. Le délai de 4 à 6 heures semble excessif, d'autant que le logigramme intégré au POI/plan de prélèvements environnementaux du site d'Etrez indique un délai de 4 heures. L'exploitant explique que la durée d'intervention donnée dans le contrat est un engagement</p>

national. Pour le site d'Étrez, étant donné l'implantation de l'agence Bureau Veritas locale, le délai de mobilisation maximum est de 4 heures. Cette précision relative aux adaptations locales aurait mérité de figurer dans le contrat cadre national liant Storengy et Bureau Veritas.

En ce qui concerne les qualifications des intervenants et leurs compétences pour réaliser les prélèvements environnementaux : le contrat avec Bureau Veritas garantit des intervenants formés et expérimentés. L'ensemble des qualifications/habilitations métier et sécurité des intervenants est gérée et suivie dans un outil interne BV.

Par ailleurs, les agences BV figurent bien dans l'AM du 16 juin 2025 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En complément du contrat national prévoyant un délai d'intervention de 4 à 6h, l'exploitant transmet à l'inspection un courrier de Bureau Veritas confirmant son engagement à intervenir en moins de 4 heures sur le site d'Étrez (ou autre formalisme permettant de préciser que le contenu du Plan de Prélèvements Environnementaux spécifique au site prévaut sur la base fixée dans le contrat).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9

Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition

Prescription contrôlée :

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

Constats :

L'étude de dangers (EDD) du site a été révisée en novembre 2021. Un complément à l'étude de dangers a été apporté dans le cadre du DAE (dossier d'autorisation d'exploiter) relatif au projet EMEG en décembre 2024. Une nouvelle EDD autoportante est attendue pour le 20 décembre 2026.

Avant l'inspection du 12/09/2025, l'exploitant n'avait pas transmis la liste complète des produits de décomposition. Dans son POI mis à jour transmis le 23/06/2025 figure uniquement un extrait du rapport d'identification des produits de décomposition.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis la version intégrale de son rapport d'identification des produits de décomposition, daté du 05/05/2025. Storengy s'est appuyé sur le Guide Professionnel

DT126 de France Chimie (juin 2023) qui décrit la démarche générale d'identification (identification des liquides/gaz inflammables susceptibles d'être à l'origine de scénarios d'incendie et identification des matériaux à risques particuliers, tels que amiante (joint, peinture) et plomb (peinture)).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La liste des produits de décomposition sera intégrée à l'EDD autoportante attendue pour novembre 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance et établissement de rapports

Référence réglementaire : Règlement européen du 13/06/2024, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Règlement méthane
Prescription contrôlée : 1. Au plus tard le 5 août 2025, les exploitants soumettent aux autorités compétentes un rapport contenant la quantification des émissions de méthane au niveau de la source, estimées en utilisant au moins des facteurs d'émission génériques pour toutes les sources. Ce rapport peut contenir une quantification des émissions de méthane au niveau de la source conformément aux exigences énoncées au paragraphe 2 pour certaines ou toutes les sources
Constats : L'exploitant a envoyé le 1er août 2025 le rapport de quantification des émissions de méthane demandé à l'article 12.1. à l'adresse générique methane@developpement-durable.gouv.fr Storengy a réalisé un rapport unique avec des données consolidées pour l'ensemble de ses 13 stockages souterrains (seul le stockage de Manosque, qui relève d'un GIE indépendant, n'est pas intégré). Dans l'attente de la parution des actes d'exécution du règlement méthane, Storengy utilise les modèles développés au sein de l'OGMP 2.0 (oil and gas methane partnership) auquel il participe depuis 2020. Ce programme des Nations Unies vise à définir des standards pour réduire les émissions de méthane. Le rapport transmis contient tous les informations exigées. A noter que tous les opérateurs membres de l'OGMP 2.0 se basent sur le même modèle pour leur déclaration. Les informations fournies dans le rapport sont des émissions réelles et donc plus précises que des émissions basées sur des facteurs d'émissions, dont l'utilisation est pourtant laissée possible par l'article 12.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Obligation générale d'atténuation

Référence réglementaire : Règlement européen du 13/06/2024, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Règlement méthane
Prescription contrôlée : Les exploitants prennent toutes les mesures d'atténuation appropriées pour prévenir et réduire au minimum les émissions

de méthane dans le cadre de leurs activités
<p>Constats :</p> <p>STORENGY veille à limiter autant que possible les émissions de méthane dans le cadre de ses activités. Une justification est chaque fois apportée au préalable avant toute émission, dans le respect des restrictions prévues à l'article 15.</p> <p>Storengy s'est engagé à réduire ses émissions de méthane de 40 % à l'horizon 2030 et -80 % à l'horizon 2045 par rapport à l'année 2021.</p> <p>Storengy recherche des solutions techniques pour réaliser des opérations de maintenance nécessitant la vidange du gaz contenu dans les installations sans recourir au torchage (technologie gas booster basée sur la compression/réinjection du gaz dans les conduites, gas swap basé sur la poussée du front de gaz avec de l'azote...).</p> <p>Storengy vise à acquérir plusieurs compresseurs de différentes tailles (via une entité commune Storengy/Natran) de manière à devenir autonome pour la réalisation de ses opérations gas booster (équipements qui pourraient tourner de site en site). Le compresseur taille XS permettra des gas booster dès 500 m³ de gaz.</p> <p>Par ailleurs, Storengy cherche à mutualiser ses opérations de maintenance et retient désormais plutôt, lorsque cela est possible, la stratégie d'un grand arrêt permettant de recourir aux dispositifs visés ci-dessus, plutôt que de multiples petites opérations de maintenance successives entraînant une multiplication de petits torchages.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Détection et réparation des fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 13/06/2024, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Règlement méthane
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Au plus tard le 5 mai 2025 pour les sites existants et dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service pour les nouveaux sites, les exploitants soumettent aux autorités compétentes un programme de détection et de réparation des fuites (ci-après dénommé «programme LDAR»).</p> <p>Le programme LDAR comprend une description détaillée des enquêtes et activités LDAR, assortie de calendriers spécifiques, à effectuer conformément au présent article, aux parties 1 et 2 de l'annexe I, et aux normes et aux prescriptions techniques pertinentes, selon le cas, établies en vertu de l'article 32. Si des modifications sont apportées au programme LDAR, les exploitants soumettent un programme LDAR actualisé aux autorités compétentes dans les plus brefs délais. Jusqu'à la date d'application des normes ou des prescriptions techniques établies en vertu de l'article 32, les exploitants suivent les pratiques les plus récentes du secteur et utilisent les meilleures technologies qui sont disponibles sur le marché pour réaliser les enquêtes LDAR. Les exploitants fournissent aux autorités compétentes et aux vérificateurs des informations sur les normes, y compris les normes internationales, ou les méthodes utilisées.</p> <p>Les autorités compétentes peuvent exiger de l'exploitant qu'il modifie le programme LDAR en tenant compte des exigences du présent règlement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de sa participation à l'OGMP 2.0, STORENGY avait initié sur son site d'Etrez en</p>

novembre/décembre 2023 (avant l'entrée en vigueur du règlement) une enquête en vue de déterminer les fuites de ses installations et mettre en place un plan d'action.

Il s'agissait d'une enquête LDAR de type 2 ciblant les fuites > 10 ppm. Conformément à l'article 14.2, cette enquête peut être considérée comme la première enquête LDAR de type 2. L'exploitant est donc en règle par rapport aux exigences.

Le plan d'action défini suite à l'enquête initiale de 2023 est en cours de mise en application par l'exploitant.

Les enquêtes doivent à la fois porter sur les équipements aériens et sur les équipements souterrains (les fuites sur des équipements en sous-sol qui engendrent un relargage de méthane par le sol sont mesurées à l'aide d'un « sniffer »).

Selon le planning prévisionnel présenté par l'exploitant, la prochaine enquête LDAR de type 2 est prévue en novembre 2025 pour les parties aériennes et en janvier 2026 pour les parties souterraines.

La première enquête LDAR de type 1 est prévue en avril/mai 2026 (parties aériennes).

En se référant à l'annexe I, l'exploitant retient pour les parties aériennes (lignes « stockage souterrain » du tableau par type de composant) les fréquences suivantes : enquêtes de type LDAR type 1 tous les 4 mois et enquêtes LDAR de type 2 tous les 8 mois. Mais pour les équipements souterrains, en acier protégé, l'exploitant utilise les fréquences figurant dans le tableau "type de matériaux" de l'annexe I : 15 mois pour les enquêtes LDAR de type 1 et 30 mois pour les enquêtes de type 2.

L'exploitant présente un outil de suivi des fuites au format excel qui permet de recenser les fuites identifiées et les suites à donner. Conformément à l'article 14.8, les fuites à réparer sont celles > 500 ppm pour les suites des enquêtes LDAR de type 2 et les fuites > 7000 ppm pour les suites des enquêtes LDAR de type 1. Chaque fuite est identifiée sur le terrain par une étiquette.

L'exploitant informe l'inspection de difficultés dans le respect des délais de réparation imposés par l'article 14.9.

9. La réparation ou le remplacement des composants visés au paragraphe 8 a lieu immédiatement après la détection. Si la réparation ne peut être effectuée immédiatement après la détection, elle fait l'objet d'une nouvelle tentative dès que possible et au plus tard cinq jours après la détection, et est achevée dans les 30 jours suivant la détection.

En effet, les réparations imposent la réalisation préalable de mises en sécurité, mises à l'évent... qui ne sont pas compatibles avec les délais exigés. Dans certains cas, il pourra être pertinent d'attendre un grand arrêt.

A ce sujet, l'article 14.10 prévoit :

10. Lorsque l'une ou plusieurs des conditions énoncées au paragraphe 9, sixième alinéa, points a) à e), s'appliquent et qu'un arrêt est nécessaire pour que la réparation ou le remplacement puisse être entrepris, les exploitants réduisent au minimum la fuite dans un délai de 24 heures à compter de la détection de cette dernière et réparent la fuite avant la fin de la prochaine mise à l'arrêt programmée ou dans un délai d'un an, la première des deux dates étant retenue, sauf si l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'une réparation effectuée plus tôt conduise à une situation dans laquelle la quantité de méthane mis à l'évent au cours des opérations de réparation serait très probablement nettement supérieure à celle qui serait rejetée en l'absence de réparation, ou si l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'une réparation effectuée plus tôt conduise à des problèmes de sécurité d'approvisionnement dans les petits réseaux connectés au sens de la directive

(UE) 2019/944.

Toute décision de retarder la réparation en raison de considérations administratives, techniques et de sécurité est soumise à l'approbation des autorités compétentes et est incluse dans les calendriers de réparation et de surveillance. Les autorités compétentes peuvent exiger de l'exploitant concerné qu'il modifie les calendriers de réparation et de surveillance en tenant compte des exigences du présent règlement.

Les nuances apportées par l'article 14.10 restent toutefois insuffisantes selon l'exploitant. Ces difficultés sont partagées avec tous les membres de l'OGMP 2.0 selon Storengy. Une demande d'adaptation des délais va être formulée officiellement.

Storengy a classé les réparations à réaliser en plusieurs catégories :

- les interventions simples (40 % des cas) correspondant à des réparations pouvant être faites sans indisponibilité, sans éventage, sans impact sur la production ou la sécurité
- les interventions complexes (53 % des cas) qui nécessitent des changements de pièce comme des vannes, avec des délais d'approvisionnement pouvant atteindre une année
- les interventions qui concernent les motocompresseurs (7 % des cas) : ces équipements vont être mis à l'arrêt d'ici 2028 (dans le cadre du projet EACO) et l'exploitant ne priorise donc pas les investissements à leur niveau

A ce jour, l'exploitant n'a réalisé qu'une partie des réparations nécessaires : 23 % des 428 fuites recensées. Il s'agissait de réparations simples. Ce type d'intervention pourra être traité plus rapidement à partir de janvier 2026 avec l'embauche d'un opérateur dédié à cette mission. Il sera également en charge de la programmation des opérations complexes et du reporting.

Pour les interventions complexes, l'exploitant a réalisé une programmation visant environ 5 % des réparations d'ici fin 2025 et environ 15 % des réparations respectivement en 2026 et en 2027. Les budgets prévisionnels associés sont supérieurs à 1,1 M€ pour les années 2026 et 2027.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra une note expliquant sa stratégie de détection et de planification de réparation des fuites, de manière à se rapprocher au plus vite des exigences du règlement méthane. Il justifiera le recours à l'approche par type de matériaux pour les composants souterrains (cf tableaux en annexe I du règlement). Le recours à l'approche par type de composant (stockage souterrain) conduirait à des fréquences d'enquête plus contraignantes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Déclaration des événements d'éventage et de torchage

Référence réglementaire : Règlement européen du 13/06/2024, article 16

Thème(s) : Risques chroniques, Règlement méthane

Prescription contrôlée :

1. Les exploitants notifient aux autorités compétentes les événements d'éventage et de torchage:
 - a) causés par une urgence ou un dysfonctionnement; ou

<p>b) d'une durée totale de 8 heures ou plus sur une période de 24 heures à partir d'un événement unique.</p> <p>La notification visée au premier alinéa est effectuée sans tarder après l'événement et, au plus tard, dans les 48 heures à compter du début de l'événement ou du moment où l'exploitant en a eu connaissance, conformément aux éléments énoncés à l'annexe III.</p> <p>Par dérogation au premier alinéa, le torchage contrôlé ayant lieu pendant les arrêts est déclaré dans le rapport annuel.</p> <p>2. Les exploitants soumettent aux autorités compétentes des rapports annuels sur tous les événements d'éventage et de torchage visés au paragraphe 1 du présent article et à l'article 15, conformément aux éléments énoncés à l'annexe III et dans le cadre du rapport pertinent visé à l'article 12.</p>
<p>Constats :</p> <p>De manière coutumière, Storengy a déjà pour démarche d'informer la DREAL (par mail) de tout événement d'éventage et de torchage causés par une urgence ou un dysfonctionnement.</p> <p>Toutes les autres émissions maîtrisées et sous contrôle de l'exploitant (c'est-à-dire avec rattrapage de la dérive grâce au fonctionnement normal des chaînes de sécurité) sont justifiées en référence à l'article 15 et leurs détails sont tenus à disposition de l'inspection. Une revue trimestrielle est effectuée à ce sujet.</p> <p>Enfin, toutes ces émissions sont déclarées dans le rapport d'activité annuel transmis à l'inspection et sur GEREP.</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection un tableau de suivi des événements d'éventage et de torchage. Ce tableau comprend l'ensemble des informations requises à l'annexe III du règlement méthane, à l'exception des renseignements sur les « mesures correctives prises » pour les événements de type « urgence/dysfonctionnement ».</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complètera son tableau de suivi des événements d'éventage et de torchage de manière à se conformer aux exigences de l'annexe III du règlement méthane. Il en transmettra une copie à date à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>

N° 9 : Exigences applicables à l'efficacité du torchage

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 13/06/2024, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Règlement méthane</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Lorsqu'un site est construit, remplacé ou rénové en tout ou en partie, ou lorsque de nouvelles torchères ou d'autres dispositifs de combustion sont installés, les exploitants n'installent que des torchères ou des dispositifs de combustion équipés d'un dispositif d'allumage automatique ou d'un brûleur pilote fonctionnant en continu et dont le niveau d'efficacité de destruction et</p>

<p>d'élimination dès la conception est d'au moins 99 %.</p> <p>2. Les exploitants veillent à ce que toutes les torchères ou autres dispositifs de combustion soient conformes aux exigences du paragraphe 1 au plus tard le 5 février 2026.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site d'Etrez possède 9 torchères fixes datant d'une quarantaine d'années. L'exploitant prévoit la rénovation de certaines d'entre-elles dans les 10 prochaines années.</p> <p>Pour vérifier l'efficacité du torchage, les agents d'exploitation font une tournée hebdomadaire avec inspection visuelle (couleur de la flamme), olfactive et réglages si nécessaire.</p> <p>Par ailleurs, Storengy a récemment acquis une nouvelle torchère mobile dont l'efficacité de torchage est > 99 % (documentation fournisseur Natran).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : EMEG - Etat des lieux avant travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2025, article 2.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Projet EMEG Travaux de pose des collectes de gaz et de la fibre optique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant le démarrage du chantier, un constat d'état des lieux avant travaux permet de dresser un état des lieux initial des parcelles concernées et sert de base au versement des indemnités de dommages de fin de chantier.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un état des lieux avant travaux a été réalisé en date du 28/08/2025 (parcelles, surfaces et types de culture) et la chambre d'agriculture a été contactée pour établir les barèmes d'indemnités. L'exploitant a présenté les bordereaux d'état des lieux correspondants. Des conventions d'occupation temporaire ont été signées avec les deux exploitants agricoles concernés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : EMEG - Protection du milieu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2025, article 2.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Projet EMEG Travaux de pose des collectes de gaz et de la fibre optique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les travaux sont menés de manière à limiter les impacts sur l'environnement. L'exploitant met en œuvre les mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement définies dans les articles du présent chapitre et conformément à la section 7.6 « Effets et mesures sur le milieu naturel » de l'étude d'impact « hors sol » figurant dans son dossier de demande.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un état des lieux de l'avancement des mesures d'évitement, réduction,</p>

accompagnement et suivi prévues dans l'APC du 16/07/2025. Cet état des lieux a été réalisé sur la base des notes de constats écologiques réalisées par l'écologue référent du site d'Etrez suite à ses deux passages sur le site. Les rapports de l'écologue ne suivent pas la codification des mesures, telle que définie dans l'étude d'impact du DAE et reprise dans l'APC.

L'inspection s'est penchée par sondage sur certaines de ces mesures. Il n'y pas de remarque à formuler concernant les mesures ciblées, en fonction du calendrier d'avancement des travaux. Concernant la mesure d'accompagnement MA4 « suivi écologique au cours des travaux », l'exploitant explique que l'écologue est venu le 7 juillet 2025 et a bien réalisé la sensibilisation du personnel des entreprises intervenantes sur le sujet des espèces sensibles et des bonnes pratiques environnementales. Il n'y a toutefois aucune formalisation ou enregistrement de cette sensibilisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les prochains compte-rendus de visite de l'écologue devront suivre la numérotation des mesures, telle que figurant dans l'APC. Ils seront transmis à la fréquence et selon les modalités prévues dans cet arrêté.

L'exploitant veillera à ce que les prochaines actions de sensibilisation/formation des personnels intervenant pour les travaux fassent l'objet d'un suivi et d'une formalisation de la liste des bénéficiaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Franchissement du bief de l'enfer

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2025, article 2.3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Projet EMEG Travaux de pose des collectes de gaz et de la fibre optique

Prescription contrôlée :

Le franchissement du Bief de l'Enfer se fait par la technique « souille », avec la méthode de passage à sec par mise en place de batardeaux, et pompage amont aval ou dérivation du cours d'eau. Le franchissement est effectué en période d'étiage.

Constats :

Le passage de la collecte de gaz sous le bief de l'Enfer n'a pas encore été réalisé. L'écologue venu faire un constat sur place le 1er septembre 2025 indique que cette opération doit être réalisée dans les prochaines semaines afin de bien être en période d'étiage (vigilance sur la météo).

Le jour de l'inspection, l'exploitant explique que l'intervention aura lieu sous deux semaines. Le mode opératoire a été transmis à l'entreprise intervenante, SPIE CAPAG.

Les mesures de restauration seront mises œuvre juste après, notamment pour reprofiler les pentes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

A l'issue des travaux et des opérations de restauration, l'exploitant transmettra le rapport tel que

demandé à l'article 2.3.5 de l'APC du 16/07/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : EMEG - Plan d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2025, article 2.7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Projet EMEG Travaux de pose des collectes de gaz et de la fibre optique
Prescription contrôlée : Avant le commencement des travaux, un plan d'intervention en cas d'accident ou de pollution est défini pour chacune des collectes à poser. Les intervenants prennent connaissance de ce document avant le démarrage des travaux.
Constats : L'exploitant indique qu'il n'y a pas de plan d'intervention dédié mais que la procédure à suivre en cas d'accident est explicitée dans le Plan général de coordination de la sécurité et protection de la santé. Il s'agit d'un document remis par Storengy à toutes ses entreprises sous-traitantes. La version du 24/07/2025 a été présentée. Les entreprises intervenantes déclinent ensuite ce plan général dans leurs propres plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS). Une version en date du 29/08/2025 a été consultée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : EMEG - Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2025, article 2.7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Projet EMEG Travaux de pose des collectes de gaz et de la fibre optique
Prescription contrôlée : L'exploitant met à disposition du personnel intervenant des kits anti-pollution, des barrages flottants et des billes absorbantes ou tout autre moyen pour faire face à une pollution. Ce matériel est disponible immédiatement sur les chantiers. Le personnel est exercé à manipuler ces kits.
Constats : Des kits antipollution sont imposés dans les modes opératoires et présents dans tous les engins. Lors de l'accueil sécurité des entreprises extérieures, Storengy vérifie la déclinaison du plan général dans le PPSPS de ces sociétés et leur appropriation par les intervenants.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : EMEG - Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2025, article 3.2.1
--

Thème(s) : Risques chroniques, Projet EMEG Travaux sur les plateformes EZ21 et EZ22
Prescription contrôlée : Les opérations occasionnant le plus de bruit sont réalisées en journée de façon préférentielle.
Constats : Le jour de l'inspection, il n'y avait pas de travaux sur les plateformes de puits EZ21 et EZ22. Entre mai et août 2025 ont eu lieu les opérations de changement de complétion, qui sont des interventions nécessitant des équipements fonctionnant nécessairement 24h/24. L'exploitant avait anticipé avec des bulletins d'information à destination des riverains. Les retours ont été bons, aucune plainte n'a été remontée pendant cette période.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : EMEG - Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2025, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Projet EMEG Travaux sur les plateformes EZ21 et EZ22
Prescription contrôlée : Le matériel générateur de bruit pour les travaux sur puits (groupes électrogènes, pompes, etc) est installé dans des containers/bungalows afin de réduire les émissions sonores. Les moteurs des engins sont éteints dès qu'ils ne sont plus en utilisation. Les engins sont régulièrement contrôlés et entretenus pour assurer leur bon fonctionnement. Les matériels et petits matériels respectent les normes en vigueur en matière d'émissions sonores afin de garantir une réduction maximale du bruit pour les riverains.
Constats : Le jour de l'inspection, il n'y avait pas de travaux sur les plateformes de puits EZ21 et EZ22. Au moment des opérations réalisées pendant l'été sur ces plateformes, tous les matériels générateurs de bruit étaient installés dans les containers. Les équipements ont été démontés et retirés depuis la fin de cette phase du chantier. Un constat de terrain n'est donc pas possible. Les équipements et containers associés seront de nouveau amenés sur les plateformes au moment des prochaines étapes de travaux sur puits, à savoir les essais fioul/gaz et le snubbing.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : EMEG - Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2025, article 3.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Projet EMEG Travaux sur les plateformes EZ21 et EZ22
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place des moyens de défense incendie spécifiques lors de la phase de travaux en sous-sol, a minima : Pour la mise en place de la complétion gaz et le retrait de la colonne de premier remplissage, les deux rigs disposent de leur propre système de lance anti incendie connecté à un bac dédié de 70m3

Des extincteurs sont positionnés sur les deux plateformes (adaptés selon le type d'origine du feu)
Constats : Des extincteurs sont positionnés à demeure sur les plateformes EZ21 et EZ22. Les rigs, associés au système de lance incendie et au bac dédié, ont été démontés par le GIP après la fin de leur intervention lors du workover. Ces équipements seront de nouveau amenés sur site pour les prochaines étapes d'interventions sur puits.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : EMEG - Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2025, article 3.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Projet EMEG Travaux sur les plateformes EZ21 et EZ22
Prescription contrôlée : En cas de période pendant le chantier nécessitant une indisponibilité temporaire sur le réseau d'eau des plateformes EZ21 et EZ22, l'exploitant élabore une modification ponctuelle de son Plan d'Opération Interne (POI) et en informe le service d'incendie et de secours (SDIS) ainsi que l'inspection des installations classées. L'indisponibilité en eau ne devra pas dépasser un jour par puits (pour chaque période d'indisponibilité). Un protocole spécifique est mis en place pendant les périodes d'indisponibilité en coordination avec le SDIS, et ce au moins deux semaines avant le début des travaux à l'origine des indisponibilités.
Constats : L'exploitant indique que les phases de workover sur les puits EZ21 et EZ22 n'ont pas entraîné de phase d'indisponibilité sur le réseau d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite